

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 9 avril 2025

DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**
MAJ ELIS

2 rue Isabelle Eberhardt - ZAC Garonne
31 000 Toulouse

Références : 2025/174

Code AIOT : 0006803945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement MAJ ELIS implanté 2 rue Isabelle Eberhardt - ZAC Garonne 31 000 Toulouse.

La visite s'intègre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAJ ELIS
- 2 rue Isabelle Eberhardt - ZAC Garonne 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006803945 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le Groupe ELIS est présent dans 29 pays au niveau mondial et regroupe les marchés suivants: blanchisseries industrielles, de commerces, d'hôtellerie et de santé.

La société ELIS MIDI PYRÉNÉES comprend 3 sites: Toulouse, Saint-Alban et Capdenac.

L'établissement de Toulouse, objet de la visite, exploite une blanchisserie industrielle, classée à enregistrement sous la rubrique 2340-1 pour une capacité de lavage de linge de 120 tonnes par jour (capacité autorisée par arrêté préfectoral du 13/08/2012), avec des filières de valorisation pour le linge et les vêtements en fin de vie (réparation, effilochage, confection de nouveaux vêtements avec les anciens).

Au-delà du service de blanchisserie industrielle, des services additionnels sont présents sur le site tels que la location et la maintenance de matériel (fontaine à eau, machines à café) ou la collecte de déchets médicaux. Ces activités sont desservies sur 9 départements.

Les eaux usées de lavage sont pré-traitées (neutralisation et dégrillage) puis envoyées à la station d'épuration urbaine de Ginestous.

Pour mémoire, l'établissement est séparé en 2 parties: une usine pour les vêtements de travail (mise en service en 2005) et une usine pour le linge plat (mise en service en 2013).

Une stratégie RSE au niveau du groupe est mise en place et déclinée au sein de chaque établissement. Pour l'établissement de Toulouse, un plan de conversion de la flotte de véhicules ainsi qu'un travail sur la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie sont mis en place à cette fin.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie | Bruits et vibrations, Eau de surface, Eaux souterraines

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 3 | Isolement avec le milieu | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.3.5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 5 | Prévention des risques d'inondation | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.13 | Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 6 | Moyens d'intervention en cas d'accident - Ressources en eau | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.16.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Rubriques et activités | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 1.2.1 | |
| 2 | Origine des approvisionnements en eau | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.3.1 | |
| 4 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.5 | |
| 7 | Moyens d'intervention en cas d'accident - Protection des milieux récepteurs | Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.16.3 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite d'inspection fait état de:

- 5 faits sans suite;
- 2 faits avec suites dont 1 avec une prescription potentiellement inadaptée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques et activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative Situation administrative

Prescription contrôlée :

| N° de la nomenclature | Installations et activités concernées | Eléments caractéristiques | Régime du projet |
|-----------------------|--|---|------------------|
| 2340-1 | Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant: 1. Supérieure à 5 t/j | 120 t/j | E |
| 2330-2 | Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. 2. La quantité de fibre de tissus susceptibles d'être traitée étant supérieure à 50 kg/j, mais inférieure ou égale à 1t/j | 900 kg/j | D |
| 1200-2.c | Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par familles par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant: c) supérieure ou égale à 2 tonnes, mais inférieure ou égale à 50 tonnes | 5,6 t (agent blanchissant) | D |
| 2718-2 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.- à l'exclusion des IC visées aux rubriques 1313, 2710 à 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant: 2- Inférieure à 1 tonne | 200 kg (DASRI) | DC |
| 2910-A.2 | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation | 1 chaudière: 5MW 2 chaudières: 2*450 kW 1 chaudière: 900 kW 8 séchoirs gaz | DC |

| | | | |
|--|---|---|--|
| | consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestiques [...] si la puissance thermique maximale de l'installation est: 2. Supérieure à 2MW, mais inférieure à 20 MW | 2 tunnels de finition 6 calandres gaz TOTAL: 15,7 MW | |
|--|---|---|--|

Constats :

En amont de l'inspection, un tableau des rubriques mises à jour pour mars 2025 a été transmis.

Les rubriques concernant l'établissement sont les suivantes:

R2340 -> E

R2330 -> D

R2718 -> DC

R2910 -> DC

R4130-2 -> D

R4441 -> D

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque sur ce point.

Une lettre préfectorale sera à terme établi pour la prise en compte de cette mise à jour de classement.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.3.1

Thème(s) : Situation administrative Protection des ressources en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou un exercice de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:

| Origine de la ressource | Prélèvement maximal autorisé |
|-------------------------|---|
| Réseau public | 1 350 m ³ /j 390 000 m ³ /an |

[...]

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les consommations d'eau pour les années suivantes:

| Année | Prélèvement maximal autorisé annuel | Prélèvement maximal autorisé journalier |
|-------|-------------------------------------|---|
| 2022 | 104 207 m ³ /an | 400,8 m ³ /j |
| 2023 | 104 678 m ³ /an | 399,5 m ³ /j |
| 2024 | 107 190 m ³ /an | 398,5 m ³ /j |

Les consommations sont en-deçà des consommations autorisées en 2012. L'exploitant indique que les process de blanchisserie ont, depuis une quinzaine d'années, évolués et sont de fait moins consommateurs d'eau. De plus, pour l'établissement de Toulouse, l'autorisation initiale était basée sur un volume de linge traité à hauteur de 120 t/jour. A date, l'établissement traite 60 t/jour. De fait, les consommations sont plus faibles que l'autorisation.

Il est à noter qu'un arrêté sécheresse a été établi pour le site le 28/07/2023 pour les consommations suivantes: 1 350 m³/j et 250 000 m³/an.

Les consommations de 2022, 2023 et 2024 sont conformes à cette autorisation.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan d'actions particulier quant à la réduction de ses consommations d'eau pour son établissement depuis 2019 et notamment avec la récupération d'eau de 2^e lavage des tunnels pour remise en entrée de lavage, projet de REUT avec les eaux traitées de la STEP du GINESTOUS (en cours d'échange avec Toulouse Métropole et le Ministère), changement actuel du tamis de filtration en entrée de station de pré-traitement dont le lavage sera mécanique et non plus à l'aide d'eau.

Les ratios de traitement pour chaque type de chaîne sont les suivants:

- 7 à 8 litres/kg pour la partie vêtements de travail;
- 4 litres/kg pour la partie serviettes de bain;
- 3 litres/kg pour la partie draps et housses de couette.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque sur ce point.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Isolement avec le milieu

| | | |
|--|--|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.3.5 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques Protection des milieux aquatiques | | |
| Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement du réseau d'eaux usées et du réseau d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. | | |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir un réseau séparatif (eaux usées eaux pluviales) avec 4 obturateurs distincts (1 pour le réseau d'eaux usées et 3 pour le réseau d'eaux pluviales). Ces dispositifs sont à cartouches et vérifiés annuellement par un prestataire extérieur. Le dernier rapport de vérification datant du 17/04/2024. L'utilisation de ces dispositifs est présentée lors des formations des équipiers de première intervention du personnel. L'exploitant a indiqué qu'en cas d'incident, ces dispositifs sont déclenchés par le service maintenance sans qu'une procédure particulière ne soit établie. | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant: <ul style="list-style-type: none">indiquer la date de la prochaine vérification des obturateurs et de lui transmettre les rapports à réception;établir une procédure quant à l'utilisation des obturateurs en cas d'incident. | | |
| Respect de la prescription : | |  |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : | | Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : | | 1 Mois |

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.5

Thème(s) : Risques accidentels Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum 1 fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle de ses installations électriques:

| | Ligne vêtements de travail | Ligne linge plat |
|----------------------|---|---|
| Q18 | 14/01/2025: aucune observation | 20/01/2025: 1 observation |
| Rapport vérification | 14/01/2025: 48 observations dont 16 levées à date | 20/01/2025: 24 observations dont 1 levée à date |
| Q19 (23/07/2024) | 10 anomalies toutes levées à date | 10 anomalies toutes levées à date |

L'exploitant a indiqué lever les observations pour le Q18 et le Q19 dans la semaine suivante la vérification, puis établir un plan d'action selon les priorités.

La levée des observations est faite en interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque sur ce point.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Prévention des risques d'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.13

Thème(s) : Risques accidentels Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Les stockages de matières dangereuses polluantes, sensibles à l'eau ou de produits sont placés au-dessus des "Plus Hautes Eaux Connues" (PHEC) ou munis de dispositifs empêchant leur entraînement par les eaux (récipients étanches lestés ou fixés, murets périphériques...).

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le plan des zones à risques pour son établissement.

Les PHEC n'ont pas été prises en compte comme demandé dans l'arrêté en vigueur.

L'exploitant a indiqué ne pas être en zone à risque inondation.

Le site internet du plan interactif pour les risques majeurs (https://carto.toulouse.fr/PPR_PCS/?context=c2pr) a été présenté par l'inspection des installations classées. L'établissement semble être concerné par le risque d'inondation par rupture de barrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de vérifier si la prescription est appropriée à l'établissement, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant:

- vérifier les données du dossier initial déposé pour l'arrêté préfectoral en vigueur du 13/08/2012;
- se positionner par rapport au plan des risques majeurs et du PPRI;
- établir une procédure particulière quant à la prise en compte du risque inondation sur son établissement et notamment pour la gestion du stockage des matières dangereuses polluantes;
- à défaut, fournir un porter-à-connaissance si la prescription est inadaptée.

Une modification de l'arrêté en vigueur pourra alors être prise.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident - Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.16.2

Thème(s) : Risques accidentels Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.

En conséquence, les services d'incendie et de secours devront trouver sur place, en tout temps, 330 m³/h d'eau pendant 2 heures.

[...]

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les plans des réseaux, des bâtiments et organes associés.

L'établissement dispose notamment de:

- 4 bornes incendie en périphérie sur le domaine public;
- 2 cuves de stockage pour le sprinklage (34 et 260 m³).

De plus, le registre sécurité a été présenté lors de l'inspection.

Les vérifications sont les suivantes:

22/04/2024: extincteurs / RIA / BAES (éclairages de sécurité)

22/04/2024: RIA

20/11/2024: réseau de gaz

11/12/2024: systèmes de désenfumage

19/02/2025: sprinklage

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se tourner vers Toulouse Métropole afin de récupérer la dernière vérification des bornes incendie et s'assurer que les débits demandés sont respectés.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident - Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2012, article Article 2.5.16.3

Thème(s) : Risques accidentels Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Le réseau d'eaux usées de l'établissement, qui recueille en particulier les effluents aqueux industriels peut être obturé pour contenir en cas de problème les effluents sur le site. En parallèle du déclenchement de ce dispositif d'obturation, les équipements de traitement du linge et les pompes de relevage des rejets sont arrêtées, et une information de la station d'épuration collective est réalisée immédiatement.

Le réseau pluvial du site, susceptible de recueillir des effluents pollués lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) peut également être obturé au niveau de tous ses points de rejets vers l'extérieur (obturateurs gonflables, vannes, plaques d'obturation des caniveaux et des puits d'infiltration éventuels, etc), permettant de constituer ainsi une capacité minimum de rétention de 1 000 m³.

La vidange de cette rétention suivra les principes imposés par le chapitre 2.3.13 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service des dispositifs d'obturation doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les dispositifs d'obturation et la chaîne de commande associée font l'objet de vérification périodique, à minima une fois par an, consignées sur un registre tenu sur site à disposition.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir une procédure particulière en cas de déversement accidentel, à savoir : déclenchement des obturateurs en cas d'incident pour mise sous rétention de l'établissement.

Les eaux retenues seront analysées et dirigées vers la filière adéquate selon la pollution relevée (pompage par un camion ou envoi les bassins d'infiltration avant rejet au réseau d'eaux pluviales).

Les obturateurs sont vérifiés annuellement (cf constat n°3).

Il est à noter que la station de pré-traitement est composée d'une filtration, d'une régulation du pH via injection de CO₂ et d'un échangeur thermique.

Le tamis de filtration est actuellement en cours de changement pour passer sur un tamis avec nettoyage mécanique (initialement le nettoyage se faisait par l'ajout d'eau).

Les eaux traitées sont raccordées au réseau d'eaux usées de la collectivité. Une convention de rejet est passée avec Toulouse Métropole.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant:

- transmettre une copie de la procédure en cas de déversement accidentel;
- transmettre les éléments en lien avec le constat n°3;
- transmettre une copie de la convention de rejet.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :